



Le Premier ministre (PM), Joseph Dion Ngute, a rencontré le Groupement inter patronal du Cameroun (Gicam), le plus important syndicat des patrons du pays, le 18 mai 2021 à Douala. Le PM est venu solliciter l'adhésion des chefs d'entreprises au Plan présidentiel de reconstruction et de développement des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (PPRD-NO/SO).

« En me demandant de signifier leur soutien aux initiatives gouvernementales, les chefs d'entreprises ne cachent pas leur perplexité et leur scepticisme », a réagi le président du Gicam, Célestin Tawamba. Ce dernier explique que le scepticisme des patrons d'entreprises est lié « à l'utilisation des contributions qu'ils souhaitent faire, tant, par le passé, les appels de fonds n'ont pas toujours bénéficié de la nécessaire transparence dans leur gestion ».

Convoquant l'actualité, nourrie par des soupçons de détournement des contributions offertes dans le cadre de la lutte contre la pandémie de Covid-19, Célestin Tawamba précise que *« les chefs d'entreprises sont dans la crainte de voir leurs contributions faire l'objet d'un usage inapproprié ».*

Aussi, tout en s'engageant, les chefs d'entreprises exigent des garanties et des mesures complémentaires pour épouser cette *« cause véritablement nationale »*. Le président du Gicam liste la poursuite d'un dialogue national jusqu'à l'arrêt des hostilités ou la transparence dans

la gestion des fonds issus de la contribution des entreprises.

Garanties et mesures complémentaires

Il cite aussi « *la mise à disposition de garanties de l'Etat au profit du secteur financier disposé à lever des prêts syndiqués à taux bonifiés au profit des entreprises dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest* ».

En dépit de leurs craintes, Célestin Tawamba annonce que certains chefs d'entreprises ont déjà manifesté leur intérêt à prendre leur part dans cet élan citoyen. Le cas de la Société anonyme des brasseries du Cameroun (SABC) qui a promis un milliard de FCFA. Et les patrons se fixent un horizon de trois à quatre mois pour concrétiser leurs engagements.

Paul Tasong, coordonnateur national du PPRD-NO/SO, note qu'au 15 avril 2021, sur un budget de 89,682 milliards de FCFA, seuls 10,4 milliards ont déjà été mobilisés. Dans cette cagnotte, l'Etat a mis 8,9 milliards de FCFA représentant sa contribution initiale.

PNUD, agence d'exécution

Ce financement est mis à la disposition du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), désigné par le gouvernement pour conduire l'implémentation de ce programme. Jean-Luc Stalon, représentant résident PNUD au Cameroun, indique que « *nous allons également agir comme "fund-manager", c'est-à-dire l'agence qui va recevoir les fonds, aussi bien ceux du gouvernement que des partenaires. Ces fonds seront gérés selon nos procédures et notre responsabilité fiduciaire* ».

Le PPRD-NO/SO a vu le jour pour remédier à l'impact de la crise sociopolitique qui secoue le Nord-Ouest et le Sud-Ouest depuis 2016. Celui-ci prévoit, entre autres, la réhabilitation de 350 écoles, de 115 centres de santé, de 40 ponts, de 400 points d'eau, de 500 kilomètres de lignes électriques basse tension, de 600 kilomètres de routes rurales, de 45 marchés et de 12.000 maisons. Sans compter environ 25.000 hectares de plantations.

[**Stopblablacam**](#)